



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Comores

Question écrite n° 5757

Texte de la question

M. Marc Dumoulin attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les événements qui se sont déroulés dans l'île d'Anjouan, suite aux manifestations d'une partie de la population demandant le rattachement de leur île à la France. Il souhaiterait savoir quelle est la position du gouvernement français face à cette revendication.

Texte de la réponse

La France suit avec attention l'évolution de la situation politique, économique et sociale de la République fédérale islamique des Comores. Nous restons convaincus que la solution aux problèmes difficiles que connaît actuellement ce pays ne peut être trouvée que dans le dialogue et la négociation entre toutes les parties comoriennes, aussi bien l'opposition que les indépendantistes anjouanais et mohéliens. Nous appelons les parties à faire prévaloir la sagesse et la modération et à s'abstenir de tout recours à la force pour résoudre leurs différends. Nous soutenons pleinement et activement les efforts engagés par l'Organisation de l'unité africaine - mais aussi par l'ONU et la Ligue des Etats arabes - pour trouver une solution durable, consensuelle et pacifique à cette crise intérieure dans le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République fédérale islamique des Comores. C'est pourquoi nous ignorons les résultats du référendum sur l'indépendance d'Anjouan, organisé le 26 octobre, et nous n'avons aucune relation avec le gouvernement qui en a suivi. La communauté internationale, et notamment l'OUA, a adopté une attitude identique. Nous avons suivi avec la plus grande attention la conférence intercomorienne d'Addis-Abeba à la mi-décembre à laquelle nous étions invités à titre d'observateurs. Elle a permis aux Comoriens des différentes îles de renouer le dialogue, ce qui est un résultat important. Nous soutenons les efforts de l'OUA pour parachever cet exercice, dans le cadre de la prochaine conférence de réconciliation inter-îles. Nous appelons les donateurs à se mobiliser pour apporter à l'ensemble de la population comorienne l'aide humanitaire et économique nécessaire au retour à une situation normale, propice à l'établissement d'une concertation politique. La stabilité politique et la paix sociale dans l'archipel sont également nécessaires à l'entreprise de redressement financier et d'assainissement budgétaire engagée par l'ancien Premier ministre, M. Ahmed Abdou. La crise actuelle - avec les difficultés mais aussi l'aide internationale supplémentaires qu'elle entraîne - ne doit pas inciter les gouvernants à perdre de vue ces objectifs. C'est pourquoi nous encourageons le Gouvernement comorien à poursuivre dans la voie du redressement financier afin que la reprise des discussions avec le FMI puisse aboutir à l'ouverture d'une « facilité d'ajustement structurel renforcée ».

Données clés

Auteur : [M. Marc Dumoulin](#)

Circonscription : Haut-Rhin (2^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5757

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 novembre 1997, page 3772

Réponse publiée le : 12 janvier 1998, page 178